

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 08/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAFRAM**

Chemin des Mûrier  
69740 Genas

Références : UDR-CRT-25-3-HD  
Code AIOT : 0010600213

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2024 dans l'établissement SAFRAM implanté 19 Chemin des Mûriers 69740 Genas. L'inspection a été annoncée le 16/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le directeur de SAFRAM FRANCE, accompagné de son avocat, a souhaité rencontrer l'inspection pour s'assurer de répondre de manière parfaitement satisfaisante et exhaustive aux demandes de la DREAL en matière de sécurité incendie et de protection de l'environnement, notamment quant aux dernières mises en demeure notifiées.

L'exploitant a présenté les projets de mise en conformité portés à la connaissance de l'administration ainsi que l'avancement des travaux concernant le système d'extinction automatique.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFRAM
- 19 Chemin des Mûriers 69740 Genas
- Code AIOT : 0010600213
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SAFRAM est une entreprise de transport européenne d'origine suisse. SAFRAM exerce des activités de transport international et de logistique. Elle est spécialisée dans le stockage et la logistique des produits dangereux (inflammables, toxiques...).

En région Auvergne Rhône-Alpes elle exploite, à Genas (Rhône) et à La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) des entrepôts de transit et de stockage de marchandises. L'entrepôt de Genas est autorisé par arrêté préfectoral du 15/10/2001 modifié, il est classé Seveso seuil haut, notamment en raison des risques physiques (thermiques en cas d'incendie...), pour la santé et pour l'environnement des produits stockés. Les principaux risques de l'établissement sont les risques d'incendie, de pollutions du sous-sol et des eaux consécutives à un incendie.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a présenté les modifications qu'il envisage concernant la mise en conformité du site :

- Le dossier de porter à connaissance (PAC) de février 2024 portant sur l'amélioration du système d'extinction automatique ;
- Le PAC de novembre 2024 portant sur la modification des capacités de rétention et la séparation de la cellule 6 en deux cellules distinctes ;
- Le projet de PAC concernant l'extinction automatique sur l'ensemble du site.

L'exploitant a également présenté l'avancement de l'Étude de Dangers (EDD), en cours de finalisation. L'inspection indique qu'un travail conséquent d'instruction de ces dossiers reste à venir.

p { line-height: 100%; text-align: justify; margin-top: 0.2cm; margin-bottom: 0cm; background: transparent }p.western { font-size: 10pt; so-language: fr-FR }p.cjk { font-size: 10pt }a:visited { color: #800000; so-language: zxx; text-decoration: underline }a:link { color: #000080; so-language: zxx; text-decoration: underline }

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Etude de dangers (EDD)	AP de Mise en Demeure du 26/08/2024, article Article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Stratégie de lutte contre	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article article VI.1	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	l'incendie			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage de produits dangereux pour l'environnement	AP de Mise en Demeure du 14/06/2022, article Article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé un important travail pour la mise en conformité du site, cependant les attentes de l'inspection concernant la maîtrise des risques ne sont pas encore totalement satisfaites.

Le contrôle des dispositions de la mise en demeure du 26/08/24 sera fait dans le rapport de clôture de l'EDD, en revanche l'inspection propose à Mme la préfète de **lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/06/2022.**

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stockage de produits dangereux pour l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/06/2022, article Article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au dossier
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2001 modifié qui précise que les installations doivent être exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation et plus particulièrement l'organisation des stockages et la nature des matériaux entreposés décrites aux parties 1 et 2 du dossier de demande d'autorisation de 2010 ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant l'activité de transit et de stockage de produits dangereux pour l'environnement, l'exploitant a déposé un PAC intitulé « SEPARATION DE LA CELLULE 6 EN DEUX CELLULES DISTINCTES CHANGEMENT DE DENOMINATION DE LA CELLULE 7 (DEVIENT LA CELLULE 8) TRANSIT DE LIQUIDES INFLAMMABLES DANS LA NOUVELLE CELLULE 7 » le 25/11/24.</p> <p>D'après l'exploitant, ce PAC a pour objet:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La séparation de la cellule 6 en deux cellules distinctes (qui deviennent les cellules 6 et 7), permettant de scinder les activités de stockage et de Transit Transport ;</li> </ul>

- Le changement de dénomination de la cellule 7 qui devient la cellule 8 ;
- Le transfert de la zone de transit des liquides inflammables de la cellule 6 à la nouvelle cellule 7 ;
- La possibilité de laisser des produits classés en transit Transport autorisés par ailleurs en stockage sur le site entre un déchargement et un rechargement sur les quais dans les cellules 7 et 8 (à l'exception des liquides inflammables faisant l'objet du point ci-dessus).

D'après l'exploitant, ce PAC a également pour but d'autoriser les matières dangereuses en transit dans les cellules 7 et 8, y compris en période de fermeture du site (sauf les liquides inflammables transitant en cellule 8 et transférés en cellules 1 et 2 dans les rampes en période de fermeture du site).

Ce dossier stratégique n'est pas encore instruit mais le sera sous 4 mois en portant une attention particulière aux rétentions et au risque incendie comme indiqué dans le courrier de l'inspection du 17/12/2024.

Ce point de contrôle vu en visite d'inspection le 03/10/2024 avait fait l'objet d'une proposition d'astreinte administrative qui n'a plus lieu d'être au regard du PAC déposé.

Le dépôt de ce PAC permet de lever le 2nd alinéa de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 14/06/2022, seul point restant encore actif.

L'arrêté de mise en demeure du 14/06/2022 peut être totalement levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Etude de dangers (EDD)

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 26/08/2024, article Article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, EDD

### Prescription contrôlée :

La société SAFRAM, dont le siège social est situé au 19, Chemin des Mûriers, BP 80381 - 69740 GENAS, exploitant une plate-forme logistique au 19, Chemin des Mûriers sur la commune de Genas, est mise en demeure de respecter certaines prescriptions prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL 2023-160 du 11 août 2023 dans un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté.

En particulier, il est attendu de l'exploitant le respect des mesures suivantes :

- répondre aux interrogations et corrections référencées dans le rapport de tierce expertise Réf n°17429426 - Indice 2 du 12 juin 2023,
- mettre le plan masse de l'installation à jour (dimensions réelles, portes et murs coupe-feu avec tenue au feu réelle),
- localiser et justifier l'installation des siphons coupe-feu (factures, réception travaux), • justifier/documenter la tenue au feu des portes et murs coupe-feu,
- étudier le risque de dispersion de vapeur toxique (justification des quantités maximales par zone, identification du produit dimensionnant/substance de référence, modélisation). À ce titre l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'absence d'effets irréversibles en dehors des limites de l'établissement en cas de déversement accidentel de substances toxiques. Cette démonstration peut notamment s'appuyer, pour une quantité de substance donnée sur la modélisation d'un cas enveloppe, pour un produit présentant un rapport "pression de vapeur / seuil de toxicité" défavorable mais dont les effets restent contenus aux limites de l'établissement et sur la vérification,

systématique et tracée, que les produits réellement présents sur l'installation présentent des risques inférieurs à ce cas enveloppe,

- étudier le risque de propagation du feu par flaques enflammées (les cellules susceptibles d'être à l'origine de l'écoulement de fuite enflammée sous les portes coupe-feu doivent être identifiées et les phénomènes associés modélisés, notamment Cel 6+5+7) et la mise en place d'une MMR pour empêcher le phénomène s'il existe,
- revoir et compléter les modélisations,
- étudier le feu de camion de liquide inflammable sur le quai 19, et compléter les phénomènes de feu de camion étudiés par une cartographie associée, • revoir/justifier les MMR (indépendance, efficacité, temps de réponse, maintenance-tests),
- ré-évaluer la probabilité et la gravité des phénomènes impactés par les modifications,
- réviser la matrice d'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source,
- analyser les conséquences des évolutions vis-à-vis du PPRT (cartographies des PhD pris en compte dans le PPRT), Une version consolidée de l'étude de dangers est transmise, sous le même délai, à l'inspection des installations classées. Les compléments apportés à l'étude de dangers, en réponse au présent article, sont facilement identifiables. L'étude de dangers consolidée est conforme aux dispositions de l'annexe III « Informations minimales devant être contenues dans les études de dangers » de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

#### Constats :

Une EDD consolidée a été transmise par l'exploitant le 25/11/24, puis l'inspection a demandé une réunion de présentation de cette étude.

Suite à cette réunion du 5/12/24, l'inspection est en attente d'une nouvelle version consolidée qui intègre bien les conclusions de la 1ère Tierce Expertise du 12/06/23 . L'inspection rappelle qu'une 2nde tierce expertise est demandée, par l'arrêté de mise en demeure du 26/08/24 au plus tard pour le 26/04/25.

Les mesures ci dessus ont été contrôlées par sondage, en examinant l'alinéa " *localiser et justifier l'installation des siphons coupe-feu (factures, réception travaux)*".

L'exploitant a installé des siphons coupe-feu en extérieur au niveau des quais 18 et 19 des cellules LI2 et LI4 sur des regards aussi dédiés à la collecte des eaux de ruissellement. Pour l'inspection, l'analyse de la fiche descriptive de ce type Siphon coupe-feu semble indiquer qu'ils sont dédiés aux bâtiments et ne peuvent être installés en extérieur. L'exploitant dit avoir mis en place un nettoyage mensuel pour éviter le risque de colmatage.

L'inspection n'est pas en mesure de lever les dispositions de la MED ci-dessus, la mise ne demeure fera l'objet d'un récolement lors de l'instruction des derniers éléments de l'EDD dans le rapport de clôture de l'EDD.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant consulte son fournisseur et apporte les justificatifs que l'installation de ces siphons respecte bien les conditions d'utilisation du constructeur / fabricant notamment la pose extérieure au regard du risque de colmatage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Stratégie de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stratégie de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les cellules « liquides inflammables », l'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie conformément au point II de l'article VI.1 de l'AM du 24/09/2020. Il expliquera dans sa stratégie le choix du système d'extinction automatique d'incendie implanté dans son installation et démontrera que ce système est adapté aux produits stockés. L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios définis ci-dessous, pris individuellement, et nécessitant les moyens les plus importants, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre : - le feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert ; - le feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage couvert ; - feu d'engin de transport (principalement les camions) La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. La stratégie incendie doit être mise à jour au plus tard le 1er janvier 2023. Les travaux identifiés comme nécessaires lors de la mise à jour de la stratégie incendie en application des autres points de l'article VI.2 de l'AM du 24/09/2020 sont à réaliser avant le 1er janvier 2026
<b>Constats :</b>  L'exploitant dit être en attente des conclusions de la 2nd tierce expertise en cours sur l'EDD du site et attendue pour fin avril 2025 pour définir plus précisément sa stratégie de lutte contre l'incendie. L'inspection constate que l'exploitant a engagé les travaux d'équipement des cellules de stockage 1, 2, 3 et 4 d'un système d'extinction à mousse à haut foisonnement et que l'exploitant a informé de son intention de mettre en place une extinction automatique sur l'ensemble du site.  L'exploitant ne dispose pas de stratégie de lutte contre l'incendie conforme aux attentes de l'AM du 24/09/2020 prenant en compte le système d'extinction à mousse à haut foisonnement
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection réitère la demande faite dans le rapport UDR-CRT-23-42-HD faisant suite à la visite d'inspection du 02/03/2023 L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie prenant en compte les conclusions des tierces expertises conforme aux attentes de l'AM du 24/09/2020 et la transmet à l'inspection dans un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois